



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



LETTRE ÉCONOMIQUE D'ALGÉRIE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

D'ALGER

N° 110 – Septembre & Octobre 2022

Comité intergouvernemental de haut niveau

Les Premiers ministres ont présidé la cinquième session du Comité Intergouvernemental de Haut Niveau (CIHN) entre la France et l'Algérie

La Première Ministre, Mme Elisabeth Borne, s'est rendue en Algérie, du 9 au 10 octobre, pour co-présider avec son homologue algérien, M. Aïmene Benabderrahmane, la 5^{ème} session du Comité interministériel de haut niveau (CIHN) entre la France et l'Algérie.

La Première ministre était accompagnée de 15 membres du Gouvernement français qui ont pu s'entretenir avec leurs homologues algériens, ainsi que d'une délégation comprenant notamment des parlementaires et des chefs d'entreprises.

En marge du CIHN s'est tenu un Forum d'affaires, ouvert par les Premiers ministres le 10 octobre. Cette manifestation, organisée par Business France et la Chambre algérienne de commerce et d'industrie (CACI), placée sous le thème « *Pour un partenariat économique renouvelé* » était destinée à consacrer la relance des échanges souhaitée par les présidents de la République et

de définir de nouveaux axes de coopération. Plus de 500 entreprises françaises et algériennes y ont participé, témoignant de leur motivation pour poursuivre et développer les échanges commerciaux, les investissements, et souvent, des partenariats réussis.

Comme indiqué dans le [communiqué final](#), le CIHN a permis d'ouvrir une nouvelle page de la relation bilatérale, en établissant notamment une méthode de travail pour traduire concrètement les six piliers de la [Déclaration d'Alger pour un Partenariat renouvelé entre la France et l'Algérie](#) signée par les deux Présidents le 27 août dernier.

Projections économiques

Le Fonds monétaire international confirme l'amélioration des perspectives de croissance

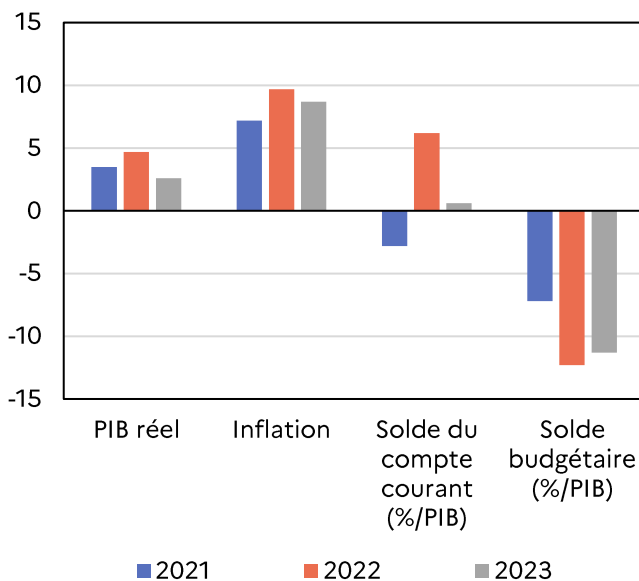
Dans son rapport sur les « [Perspectives économiques régionales pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord](#) » publié en octobre 2022, le FMI réévalue à la hausse sa prévision de croissance du PIB algérien en 2022, la portant à 4,7 %, contre une prévision initiale de 2,4 %. Cette amélioration reflète le dynamisme du secteur des hydrocarbures.

Pour la production de pétrole, le FMI maintient ses prévisions pour 2022 et 2023 : l'Algérie produirait une moyenne de 0,98 Mb/j en 2022 et 2023 (en-deçà du plafond fixé par les accords OPEP+). Le Fonds revoit toutefois à la baisse son estimation d'exportations de pétrole, à 0,38 Mb/j pour 2022 et 2023, contre 0,40 Mb/j pour les deux années publiée en avril dernier. *A contrario*, le FMI anticipe une production de gaz plus élevée, qui progresserait en 2022 et 2023, respectivement à 2 Mb/j (+8 % vs 2021) et 2,01 Mb/j. De même, les projections d'exportation de gaz sont revues à la hausse, à 1,27 Mb/j en 2022 (+34 % vs 1,19 Mb/j en 2021) avant de se tasser à 1,15 Mb/j en 2023 (-9 % vs 2022).

-11,3 %/PIB en 2023 (contre un solde de -5 %/PIB en 2021). La prévision sur la dette publique algérienne s'en trouve revue à la hausse à 62,7 %/PIB en 2022 contre 56,6 % dans la prévision d'avril 2022.

Le FMI prévoit, enfin, une accélération de l'inflation en 2022, à 9,7 % (contre 8,7 % en avril), qui serait suivie par une légère modération, de 8,7 %, en 2023. Sur ce plan, l'institution précise que l'Algérie subit particulièrement - comme l'Arménie, l'Égypte ou le Kazakhstan - la hausse des cours mondiaux de matières premières alimentaires, qui se traduit par une inflation alimentaire « de 15 % voire plus ».

Projections économiques du FMI (%)



Concernant les comptes externes, bénéficiant de l'augmentation des cours des hydrocarbures, le FMI prévoit pour l'Algérie un solde du compte courant positif à 6,2 % / PIB en 2022, contre un solde négatif (-2,8 % / PIB) en 2021. La position externe s'en trouverait confortée, avec des réserves de changes équivalentes à 13 mois d'importations (57 Mds USD) fin 2022.

En matière de finances publiques, l'Algérie connaîtrait une dégradation de son déficit budgétaire qui passerait à -12,3 %/PIB en 2022 et

Comptes nationaux

Publication des comptes nationaux pour le premier trimestre 2022

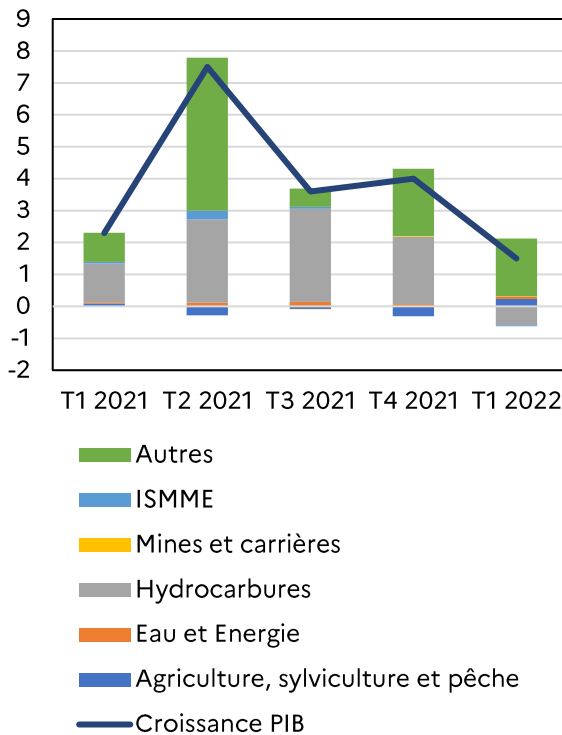
La publication par l'Office National des Statistiques (ONS) des « [Comptes nationaux trimestriels](#) » pour le premier trimestre 2022 (T1 2022), fait état d'une croissance de l'activité économique de 1,6 %, en légère baisse par rapport à la même période de 2021 (+2%). La croissance du PIB hors-hydrocarbures s'est établie à 2,9% au T1 2022 (contre +1% au T1 2021).

Cette hausse est liée à la croissance du secteur agricole, qui a progressé de 1,9% (contre +0,2% au T1 2021). Le secteur des hydrocarbures a connu un recul de 2,3% au T1 2022, contre une croissance de 7,3% au T1 2021. Selon l'ONS, cette contraction du secteur au premier trimestre 2022 résulterait d'un ralentissement des activités de raffinage (-14,8%) et de liquéfaction (-13,8%). Les autres secteurs d'activité ont tous connu une croissance au premier trimestre 2022, à l'instar de : l'industrie (+4,3%, contre +3,2% au T1 2021), le BTPH (+3,1% vs 4,2%), les services marchands (+4,8% vs 0,4%) et les services non-marchands (+2,9% vs 2,2%).

La croissance du secteur industriel, plus précisément, a été tirée par la progression de la valeur ajoutée des sous-secteurs de l'énergie (+7,7% au T1 2022 vs +2,5% au T1 2021), des Mines et carrières (+6,9% vs -1,4%) et des Industries agro-alimentaires (+6,1% vs +4,1%).

Contributions des principaux postes à la croissance du PIB, T1 2021-2022 (%)

Source : ONS



La croissance du secteur des services marchands a, quant à elle, été portée par les sous-secteurs des transports et communications (+5,1% vs -1,7%) et du commerce (+3,3% vs 2,8%). Quant au secteur des services non-marchands, le sous-secteur des administrations publiques (+2,9% vs 2,2%) a été le principal moteur de la valeur ajoutée. L'ONS indique par ailleurs une croissance des exportations au T1 2022 (+1,1% contre +6,1% au T1 2021). En volume, les exportations d'hydrocarbures ont diminué de 2,5% tandis que les exportations hors hydrocarbures progressaient de 28,5%. A contrario, en valeur, entre le T1 2021 et le T1 2022,

les exportations d'hydrocarbures progressaient de 79% (portées l'augmentation du Sahara Blend) et de 97% pour les exportations hors hydrocarbures. Par ailleurs, les importations de biens et services enregistrent une baisse en volume de 5,4% contre une baisse de 5,2% au T1 2021. En valeur, elles s'étaient appréciées de 15%.

En outre, l'économie algérienne a bénéficié d'une reprise de la demande intérieure (+0,4% vs -0,6% au T1 2021). La consommation des administrations publiques a été plus dynamique (+3,6%), suivie par celle des ménages (+1,5%). Enfin, l'investissement a également progressé, (+1,1%) bien que moins dynamique qu'au T1 2021 (+3,4%).

Commerce extérieur

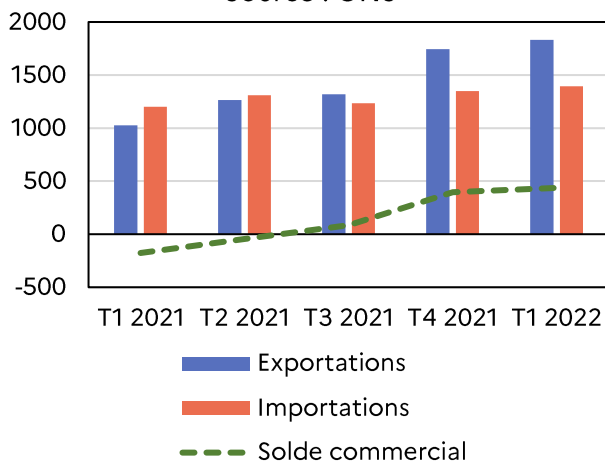
Progression du commerce extérieur algérien au premier trimestre 2022

Selon l'ONS, les prix à l'exportation et à l'importation des marchandises, libellés en dinars, sont orientés à la hausse au premier trimestre 2022

Les exportations totales algériennes se sont élevées au T1 2022 à 1 832 Mds DZD (13 Mds EUR), pour des importations de 1 395 Mds DZD (10 Mds EUR). La valeur des exportations augmentant davantage que celle des importations, le solde commercial s'améliore, passant d'un déficit de 177 Mds DZD (1,3 Md EUR) au T1 2021, à un excédent de 437 Mds DZD (3,2 Mds EUR) au T1 2022. (T1 2022).

Evolution du commerce extérieur algérien, T1 2021-2022 (Mds DZD)

Source : ONS



Au T1 2022, les exportations ont progressé en valeur de 79 %. Alors que le niveau des exportations en volume s'affiche en baisse (-0,4%), la hausse des exportations en valeur résulte principalement de la remontée du cours des hydrocarbures (+81% entre le T1 2021 et le T1 2022).

Dans le détail, les exportations d'hydrocarbures ont fortement progressé en valeur (+81%) tandis qu'en volume elles reculaient de 2,5%. Les exportations hors hydrocarbures ont également affiché une nette progression en valeur (+53 %), marquées quant à elles par l'essor des volumes (+28%). De plus, ces biens hors hydrocarbures ont aussi bénéficié de la progression mondiale des prix des matières premières, qui a mécaniquement renchérit leurs coûts, notamment dans l'industrie alimentaire (+50%) et les biens manufacturés (+56%).

Quant aux importations, leurs prix ont connu au T1 2022 une progression de 24 %, mais avec des volumes en baisse de 6 %. Ces résultats traduisent, d'une part, l'augmentation des prix mondiaux, et d'autre part, le maintien de la substitution de produits importés par des produits fabriqués en Algérie. En valeur, l'ensemble des catégories à l'importation sont en

augmentation, dont notamment les huiles (+109%) ou les articles manufacturés (+52%) entre le T1 2021 et le T1 2022. En volume, les plus importantes baisses à l'importation portent sur les achats de machines et de matériels de transport (-22%), les produits alimentaires (-15%), les combustibles minéraux et les lubrifiants (-13%).

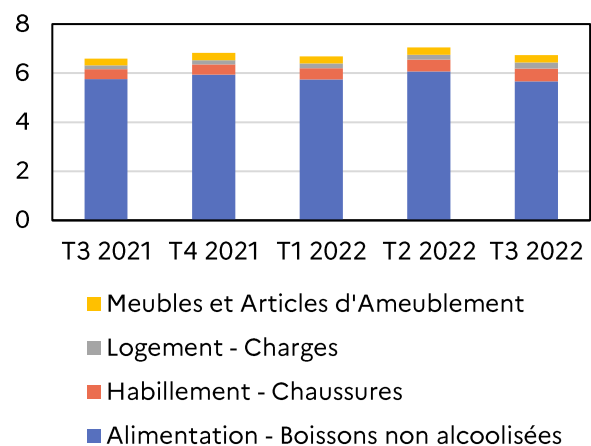
Inflation

Léger recul des tensions inflationnistes au troisième trimestre

Au niveau **national**, selon le dernier rapport de l'indice des prix à la consommation de l'[ONS](#), l'inflation au troisième trimestre 2022 (T3 2022), s'est établie à +10 % (par rapport au T3 2021). Cette désinflation s'explique principalement par la hausse moins forte des prix des biens alimentaires, à 13,9 %.

Contribution des principaux postes à l'inflation à Alger, T3 2021 - 2022 (%)

Source : ONS



Les données pour la **ville d'Alger** sont similaires en tendance, et font état d'une inflation de 9,5%. Dans la capitale, la granularité des données permet de détailler l'influence des composantes: il apparaît ainsi que l'inflation

continue d'être principalement tirée par la hausse des prix des biens alimentaires (+14 % - 43% du panier de consommation), se décomposant en deux sous-catégories : produits agricoles (+13 %) et produits alimentaires industriels (+14,9 %). Cette désinflation des biens alimentaires en Algérie, traduit un phénomène mondial de reflux progressif de l'augmentation des matières premières alimentaires, ainsi entre le T2 2022 et le T3 2022, l'indice FAO a baissé de 12%. En outre, l'augmentation des prix des biens manufacturés (40 % du panier total de consommation) est stable, à +7 % au T3 2022. Enfin, le prix des services (17 % du panier de consommation), s'est maintenu sur la même période (+ 3,4 %).

Comme évoqué dans l'article consacré aux projections du FMI, l'institution alerte sur les effets négatifs des tensions inflationnistes alimentaires la région Afrique du Nord et Moyen-Orient. Le rapport évoque des « *des risques substantiels pèsent sur l'accessibilité financière et la disponibilité des produits alimentaires. La montée des prix des engrais et des carburants et combustibles pourrait entraver la capacité des pays à accroître leur production de denrées alimentaires et faire baisser le rendement des cultures au cours des prochaines saisons* ». Afin Ce rapport estime que l'Algérie a consacré entre 1,5 et 2% de son PIB tout comme l'Egypte et la Tunisie aux dépenses de subventions alimentaires. En outre, comme indiqué dans nos précédentes LEA, le rapport souligne les mesures d'interdictions d'exportations de certains produits alimentaires mises en place en Algérie, mais aussi en Egypte et aux Emirats arabes unis.

Hydrocarbures

Augmentation des prix et de la production pétrolière au 1^{er} semestre

Le [rapport mensuel](#) du mois d'octobre de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) permet de mesurer les variations de **prix**

et de la production de pétrole de l'Algérie pour le troisième trimestre 2022 (T3 2022).

Alors que le baril moyen de l'OPEP (ORB) avait atteint une moyenne de 66,8 USD/b au T3 2021, celui-ci a progressé de 37,4 USD sur un an, atteignant 104,2 USD/b au T3 2022. Le baril de pétrole algérien (*Sahara Blend*) s'est quant à lui apprécié plus largement, de 41 USD/b, passant d'une moyenne de 67,7 USD/b au T3 2021 à 108,7 USD/b au T3 2022.

En matière de **production** pétrolière, les décisions d'ajustement progressif à la hausse décidées par l'OPEP+ (*réunissant les 13 membres de l'OPEP et 10 pays producteurs dont la Russie*) ont permis à l'Algérie d'augmenter ses volumes de production de 12 %, soit une production additionnelle de 115 000 b/j entre le T3 2021 et le T3 2022.

En revanche, lors de sa [33^e réunion ministérielle](#), les pays de l'OPEP+ (13 membres de l'OPEP et 10 pays producteurs dont la Russie) ont entériné une baisse de production pour novembre 2022 de l'ordre de 2M b/j par rapport à octobre 2022. Ainsi, la production algérienne baissera de 48 000 barils/jour, pour s'établir à 1,007 b/j.

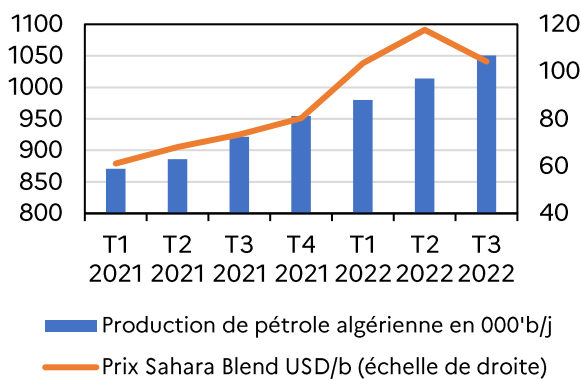
Les hydrocarbures demeurent un secteur prépondérant de l'économie algérienne

L'économie algérienne reste très dépendante du secteur des hydrocarbures, qui représente environ 15 % du PIB du pays, 91% des exportations et plus du tiers des recettes fiscales. Lors de son audience devant la commission des finances et du budget de l'APN, le ministre de l'Énergie et des Mines, M. Mohammed Arkab, a déclaré que les revenus de l'exportation des hydrocarbures « *dépasseront les 50 MDS USD d'ici la fin de l'année* ».

Cette déclaration s'appuie sur les derniers chiffres communiqués par les opérateurs du secteur, qui ont enregistré des recettes de 42,6 Mds USD contre 24,1 Mds USD en 2021 – soit une

augmentation de 77 % (en partie imputable à la hausse des cours).
Ces résultats se rapprochent de ceux enregistrés en 2014, soit 60 Mds USD.

Evolution de la production de pétrole et du prix du baril algérien (Sahara Blend) 2021-2022
Source : OPEP



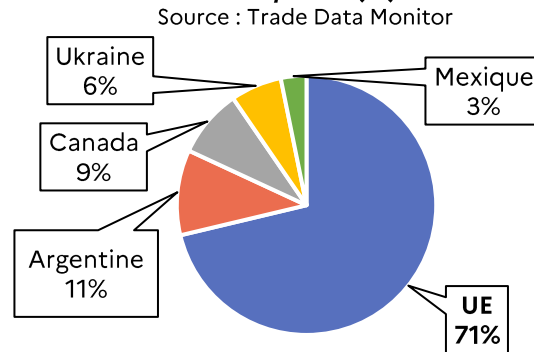
Dans les mois à venir, l'Algérie travaille sur de futures consultations. Ainsi, a été récemment lancé un [appel à préqualification](#) appelant les opérateurs à se manifester pour la prospection, la recherche et l'exploitation des hydrocarbures. Celui-ci s'inscrit dans le cadre de la nouvelle loi régissant le secteur promulguée en 2019, qui a déjà donné lieu à la conclusion de trois contrats selon ses termes, en 2021 et 2022 (avec (i) Eni, (ii) Sinopec et (iii) Occidental, TotalEnergies et Eni).

L'Agence nationale pour la valorisation des ressources en hydrocarbures ([Alnaft](#)) s'est par ailleurs associée à la société de services SLB (anciennement Schlumberger) pour lancer « Exalt » (« *EX*pl*OR*e *AL*geria *TO*day»), une nouvelle plateforme numérique permettant d'accéder à l'ensemble des données du sous-sol algérien.

Agriculture

Prévisions de l'USDA sur les céréales en Algérie : une production susceptible d'augmenter grâce aux rendements.

Part de marché des pays exportateurs de blé vers l'Algérie, 2021/2022 (%)
Source : Trade Data Monitor



Dans son [rapport annuel](#) consacré aux céréales et à l'alimentation animale en Algérie, publié le 30 septembre 2022, le département américain de l'Agriculture (USDA) prévoit une amélioration de la production durant la campagne 2022/2023. Ces prévisions se basent sur l'analyse des dernières pluies et de données satellites sur l'état de la végétation. L'amélioration s'explique par de meilleurs rendements, qui devraient passer de 12 quintaux/hectare à 15 quintaux /ha, soit une amélioration de 38 %. L'indice de végétation mesuré sur les images satellite présente en effet une bonne tenue par rapport aux années précédentes, ce qui permet de pronostiquer un niveau des récoltes plus élevé, sachant que les pluies du printemps 2023 seront déterminantes. Par contre, le rapport constate une stagnation de la superficie cultivée, à un peu plus de 2 millions d'ha de blé et de 1 million d'ha pour l'orge, tout en soulignant que seulement 10 % environ des terres arables de l'Algérie (850 000 ha) sont irrigués. La production agricole est donc fortement corrélée aux conditions météorologiques. L'USDA évalue ainsi la future récolte à 3,3 millions de tonnes (MT) de blé et de 1,2 MT d'orge.

Consommation : objectif de stabilité pour le blé, en hausse pour l'orge

Le rapport rappelle que l'Algérie est l'un des plus grands consommateurs de blé au monde ramené à sa population, mais fait mention de mesures prises pour réduire la consommation de pain,

éviter le gaspillage, et ainsi diminuer la demande et les importations de blé tendre. La consommation de blé devrait rester stable, évaluée à 11,15 MT pour la campagne 2022/23. L'orge est principalement utilisée en alimentation animale pour les ovins, bovins et camelins. Le niveau est fonction des conditions météorologiques des pâturages, une météo sèche entraînant une augmentation de la demande d'orge. L'USDA prévoit une consommation d'orge de 1,95 MT.

Importations : un niveau toujours élevé

Le rapport note que malgré une bonne récolte, l'Office algérien des céréales (OAIC) continue d'acheter du blé sur le marché international. Il est également fait mention d'une diversification des origines, notamment l'Ukraine et la Russie. L'estimation de l'USDA table sur des importations en 2023 de l'ordre de 8,3 MT pour le blé et de 0,77 MT pour l'orge.

Enjeux :

La stagnation des surfaces cultivées en blé pose question, alors que l'objectif affiché du ministère de l'Agriculture était de les porter à 3,5 M. ha. De même, les terres irriguées ne représentent que 10 % des surfaces, alors que l'objectif était de 2 M. ha, niveau pour lequel l'USDA émet des doutes. Le rapport rappelle aussi l'annonce du précédent ministre d'effectuer un recensement agricole afin d'identifier les terres favorables à la culture du blé dur, en particulier dans les régions à fortes précipitations.

Des éléments d'explications sont avancés : pas de calendrier établi pour l'augmentation des surfaces irriguées ou consacrées au blé ; la pandémie Covid ; la pression sur la main-d'œuvre et les ressources financières. Ces facteurs incitent les producteurs algériens à rester sur les mêmes spéculations. Il faut aussi tenir compte du fait que 70 % des terres agricoles algériennes sont constituées d'exploitations familiales de moins de 10 ha, ce qui limite les possibilités d'expansion significative des superficies cultivées, et aussi leur

niveau technique, avec une pratique persistante de la jachère.

Le rapport met aussi en avant l'importance des surfaces consacrées à l'orge, 1 M. ha, destinés à l'alimentation animale. Si l'orge est indispensable à l'élevage ovin, elle représente cependant autant d'hectares (1/3) retirés à la production de blé. L'USDA rappelle cependant les appuis apportés par le ministère de l'agriculture : mise à disposition des semences traitées et des engrais, poursuite du programme de renforcement de l'irrigation de surface au sud et de l'irrigation d'appoint au nord pour pallier le manque de pluviométrie, et ainsi améliorer la production céréalière.

D'après les récentes annonces relayées par la presse algérienne, de nouvelles mesures ont été prises par les pouvoirs publics pour améliorer la production locale :

- le relèvement des prix garantis pour les céréales en janvier 2022 ;
- les investissements dans le stockage et la logistique, permettant d'augmenter le taux de céréales récoltées (parallèlement à l'obligation de livrer la totalité de la récolte à l'OAIC) ;
- le soutien de 20 % des prix des semences et de 50 % du prix des engrais ;
- l'autorisation récente faite aux agriculteurs de pouvoir importer du matériel agricole.

Tandis que d'autres possibilités sont à l'étude :

- l'utilisation d'acquis de la recherche, notamment des méthodes pour réduire les quantités d'orge utilisées par l'élevage ovin ;
- l'amélioration des techniques agricoles ;
- la baisse de la consommation de blé tendre par divers moyens : incorporation à la farine blanche de semoule de blé dur ou de son de blé riche en fibres, soutien du prix du pain aux seuls ménages à faible revenu.

TABLEAU DE BORD – INDICATEURS CLEFS

Population (1^{er} juillet 2020, ONS)	44,2 millions d'habitants
PIB/habitant en USD PPA 2017 (2021, FMI)	10 969 USD
Indice de développement humain (2020, PNUD)	0,748 (91 ^e /189)
Espérance de vie à la naissance (2020, ONS)	76,3 ans
Taux de chômage (2021, FMI)	13,4 %
Taux de change moyen EUR/DZD (4 novembre, Banque d'Algérie)	137,04
Taux de change moyen USD/DZD (4 novembre, Banque d'Algérie)	140,20
Prix du baril de pétrole brut (Sahara Blend – septembre 2022, OPEP)	92,7 USD
Notation Coface (Risque Pays - février – 2022)	C

INDICATEURS MACROÉCONOMIQUES ANNUELS

		2019	2020	2021	2022 (e)	2023 (p)
PIB, croissance et inflation	PIB / habitant (Mds USD, prix courants FMI)	3 954	3 305	3 660	4 151	4 162
	Taux de croissance du PIB (% , prix constants)	1	-5,1	3,5	4,7	2,6
	Taux de croissance du PIB hors hydrocarbures (% , prix courants)	2,2	-4,1	2,3	4,1	3,1
	Taux d'inflation (moyenne annuelle)	2	2,4	7,2	9,7	8,7
Comptes publics	Solde budgétaire (% du PIB)	-9,6	-12	-7,2	-12,3	-11,3
	Dettes publiques (% du PIB)	46	52,3	63	62,7	70,3
	Dettes extérieures brutes (% du PIB)	2,2	2,5	1,9	1,7	1,7
Comptes Externes	Importations de biens et services (Mds \$)	54,3	42,9	44,3	47,6	52
	Exportations de biens et services (Mds \$)	38,6	24,9	41,8	60,3	53
	Balance commerciale (biens et services, Mds \$)	-15,7	-18	-2,5	12,7	1
	Balance courante (Mds \$)	-17	-18,7	-4,6	11,6	1,1

Source : FMI

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international